

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 89
N° 3.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO FEPUARE 1940.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements français de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	13 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Auances judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.....	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

1940 25 janv.	Décret approuvant la délibération du 8 septembre 1939 des délégations économiques et financières instituant un impôt extraordinaire de 20 décimes additionnels à l'impôt dit des routes (Arrêté de promulgation n° 115 a.g.f., du 6 février 1940).....	71
---------------	--	----

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1939 6 avril	Arrêté n° 324 a.g.f., réglementant les détails d'application dans les Etablissements français de l'Océanie des deux décrets et de l'arrêté ministériel (colonies), du 26 mai 1937, sur le logement et l'ameublement aux colonies, la domesticité et les frais divers et les moyens de transport mis à la disposition de certains fonctionnaires.....	72
1940 29 janv.	Décision n° 86 l.p., portant réorganisation intérieure du service des travaux publics et affectations.....	77
29 janv.	Décision n° 87 a.g.f., fixant la participation de la colonie dans les frais de traitement à l'hôpital des personnes soignées au compte de la commune de Papeete en 1939.....	78
29 janv.	Décision n° 88 a.g.f., fixant la participation de la colonie dans les frais de traitement à l'hôpital des personnes soignées au compte de la commune de Papeete en 1940.....	78
29 janv.	Décision n° 89 a.g.f., fixant les salaires des cuisiniers de l'hôpital et de la maternité de Papeete.....	78
3 fév.	Arrêté n° 109 a.g.f., ordonnant consignation de diverses annuités qui seront dues à l'Etat par la colonie.....	79
3 fév.	Décision n° 110 a.g.f., accordant une gratification et prononçant la mise en disponibilité de l'agent de police de 1 ^{re} classe Langomazino (Léo).....	79
3 fév.	Arrêté n° 111 j., fixant le tarif des émoluments des avocats défenseurs dans les Etablissements français de l'Océanie.....	79
3 fév.	Arrêté n° 112 a.g.f., portant modification aux clauses et conditions générales pour les fournitures de toute espèce à exécuter en vertu de marchés passés dans les Etablissements français de l'Océanie, pour le compte du service local.....	80

6 fév.	Décision n° 117 l.p., fixant la date d'une dernière session du certificat d'aptitudes pédagogiques local écrit ouverte aux titulaires du brevet local.....	80
8 fév.	Arrêté n° 121 a.p.e., fixant pour le 4 ^{me} trimestre 1939 le prix de revient des conserves d'ananas dans les Etablissements français de l'Océanie en vue de l'attribution de la prime aux exportateurs.....	80
9 fév.	Arrêté n° 125 d., fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la colonie au 7 février 1940.....	82
9 fév.	Arrêté n° 126 a.g.f., fixant les retenues de logement et d'ameublement à effectuer dans la colonie.....	81
10 fév.	Décision n° 128 a.g.f., portant reclassement d'agents auxiliaires et annulant certaines dispositions de la décision n° 1014 a.g.f., du 25 octobre 1939.....	82
	Extraits.....	83

AVIS OFFICIEL

Curatelle aux biens vacants. — Avis.....	84
Souscription pour élever un monument au Roi Pomare V.....	84

PARTIE NON OFFICIELLE

STATISTIQUES

Mouvements du Port de Papeete pendant le mois de janvier 1940....	84
Service météorologique. — Résumé des observations du mois de janvier 1940.....	87

DIVERS

Annonces judiciaires.....	85
---------------------------	----

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 115 a.g.f., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du 25 janvier 1940 approuvant une délibération du 8 septembre 1939 des délégations économiques et financières.

(Du 6 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

Vu le télégramme n° 28, du 31 janvier 1940, annonçant l'approbation par décret du 25 janvier 1940 de la délibération du 8 septembre 1939 des délégations économiques et financières,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

Le décret du 25 janvier 1940 approuvant la délibération du 8 septembre 1939 des délégations économiques et financières instituant un impôt extraordinaire de 20 décimes additionnels à l'impôt dit des routes.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

Délibération des délégations économiques et financières.

Les délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie, délibérant dans les conditions fixées par l'article 18 du décret du 1^{er} octobre 1932, ont, dans leur séance du 8 septembre 1939, adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier 1940 et jusqu'au 31 décembre 1941, il sera perçu, additionnellement à l'impôt dit "des routes", établi suivant délibération des délégations économiques et financières, en date du 23 septembre 1935, approuvé par décret du 4 décembre 1935 et dans les conditions prévues à l'article 2 de ladite délibération, vingt décimes supplémentaires extraordinaires destinés à la création, au prolongement et à la réfection des routes, chemins, ponts et warfs et aux installations d'adduction d'eau et réalisation de citernes.

Art. 2. — Les recettes recouvrées à ce titre seront constatées au chapitre 8 du budget local "Recettes extraordinaires" et la dépense correspondante fera l'objet d'une inscription spéciale au chapitre 18 "Dépenses extraordinaires".

Art. 3. — L'intégralité des sommes recouvrées sera ristournée aux circonscriptions administratives, chacune pour sa part, et à la commune de Papeete et fera l'objet de délégations trimestrielles de crédits extraordinaires destinés aux travaux à entreprendre, conformément aux propositions des chefs de circonscription et du maire, approuvées par le gouverneur et prévues au plan de campagne "travaux extraordinaires".

Art. 4. — Les contribuables auront la faculté de se libérer en nature ; le taux de la journée de travail pour chaque circonscription, Ile ou district, sera fixé par arrêté du gouverneur pris en conseil privé sur proposition des chefs de circonscription administrative.

Art. 5. — Sont exonérés de la taxe additionnelle prévue à l'article 1^{er} ci-dessus ainsi que de celle prévue par la délibération du 23 septembre 1935 susvisée, les militaires présents sous les drapeaux le 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Approuvé par décret du 25 janvier 1940 (télégramme n° 28 du 31 janvier 1940).

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL.

ARRÊTÉ n° 324 a.g.i., réglementant les détails d'application dans les Etablissements français de l'Océanie des deux décrets et de l'arrêté ministériel (colonies), du 26 mai 1937, sur le logement et l'ameublement aux colonies, la domesticité et les frais divers et les moyens de transport mis à la disposition de certains fonctionnaires.

(Du 6 avril 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les 2 décrets et arrêté ministériel (colonies) du 26 mai 1937, portant respectivement réglementation générale :

- a) du logement et de l'ameublement aux colonies ;
 - b) de l'ameublement, de la domesticité et des frais divers des hôtels des gouverneurs généraux, gouverneurs, secrétaires généraux et chefs d'administration des colonies, ainsi que des moyens de transport mis à la disposition des fonctionnaires coloniaux ;
 - c) de l'attribution des logements aux colonies ;
- promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie par arrêté n° 678 c., du 10 juillet 1937, (J.O.O. du 1^{er} août 1937, pages 461 et suivantes) ;

Vu l'avis favorable, en date du 6 mars 1939, de la commission instituée par application des dispositions prévues à l'article 21 du décret du 26 mai 1937, susvisé, portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu le 6 avril 1939 ;

Sous réserve de l'approbation préalable du Ministre des colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les emplois et fonctions répondant aux conditions fixées par l'article 4 du décret du 26 mai 1937, réglementant le logement et l'ameublement aux colonies, non soumis à la retenue de logement, sont, dans les Etablissements français de l'Océanie, ceux énumérés au tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Les fonctionnaires et agents qui pourvoient eux-mêmes à leur logement dont partie est utilisée pour le fonctionnement de leur service, perçoivent, à titre de remboursement, une indemnité annuelle fixée, par pièce utilisée, à mille cinq cents francs (1.500 frs) à Papeete et à sept cent cinquante francs (750 frs) en dehors du chef-lieu de la colonie.

Par pièce utilisée susceptible d'être décomptée, il faut entendre toute pièce qui pourrait servir de chambre, de salle à manger ou de salon, à l'exclusion des vestibules, véranda, cabinets de toilette ou de débarras, cuisines et buanderies.

Si l'intéressé est locataire de la colonie, le montant annuel du bail est réduit dans les conditions de taux et de lieu prévues au premier alinéa du présent article, le cas échéant, s'il n'a été tenu compte du fait de l'utilisation partielle du logement pour les besoins du service lors de la fixation du loyer.

Art. 3. — La répartition des bâtiments en trois catégories : "Définitifs", "Provisoires" et "Rudimentaires" ; le classement des logements compris dans des bâtiments définitifs

ou provisoires, selon leur degré d'habitabilité : n° 1 « très bon », n° 2 « bon », n° 3 « assez bon », sont fixés conformément au *tableau B* annexé au présent arrêté.

Art. 4. — Le taux de la retenue annuelle de logement, par pièce habitable, est fixé à *mille cinq cents francs* (1.500 frs) à Papeete et à *sept cent cinquante francs* (750 frs) en dehors du chef-lieu de la colonie.

Le taux de la retenue des logements classés n° 2 « bon » est réduit de dix pour cent; celui des logements classés n° 3 « assez bon » est réduit de vingt pour cent.

Art. 5. — La retenue d'ameublement est égale au cinquième de la retenue de logement non réduite, quel que soit le nombre des objets mobiliers confiés au fonctionnaire ou agent. Lorsque l'ameublement seul est fourni, la retenue est égale à quarante centimes pour cent de la solde de présence nette. Le fonctionnaire ou l'agent, s'il réside à Papeete, peut toujours se libérer de la retenue d'ameublement en remettant, à la disposition de la réserve du mobilier de l'administration, l'intégralité des meubles garnissant le logement occupé. S'il réside en dehors du chef-lieu de la colonie, il a la même faculté sous condition de prendre à sa charge les frais de transport des meubles renvoyés à Papeete.

Dans l'un et l'autre cas, le fonctionnaire ou agent ne peut revenir sur sa décision pour bénéficier à nouveau d'un mobilier, avant un délai égal au temps de séjour réglementaire dans la colonie.

Art. 6. — Pour le calcul des retenues imposables aux agents dont les appointements ne peuvent se décomposer en solde de présence et supplément colonial, ainsi que pour le classement de ces agents en quatre catégories conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 26 mai 1937, il n'est tenu compte que des deux tiers de leurs appointements, le dernier tiers négligé représentant le supplément colonial inexistant.

Art. 7. — Le service d'administration générale et des finances, 2° bureau "Finances", section "Solde", établira et tiendra à jour les listes prévues par l'arrêté ministériel (colonies), du 26 mai 1937, pris pour l'exécution des dispositions de l'article 17 du décret du 26 mai 1937, relatif à l'attribution des logements disponibles.

Art. 8. — Le nombre et la catégorie des domestiques, gens de service ou hommes de peine employés à l'hôtel du Gouverneur et dans les jardins attenants et rétribués directement sur le budget local de la colonie, sont déterminés comme suit :

- Un cuisinier ;
- Un chauffeur ;
- Trois domestiques ;
- Une lingère-blanchisseuse ;
- Deux jardiniers.

Art. 9. — Le nombre et la nature des moyens de transport mis à la disposition du Gouverneur sont déterminés comme suit :

- Une automobile ;
- Une vedette.

Art. 10. — Sont compris dans les objets mobiliers nécessaires à l'ameublement des logements des chefs de circonscription territoriale de Tahiti et dépendances, des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu-Gambier, des îles Marquises et des îles Australes :

- 1° Les glaces ;

2° Les lampes et appareils d'éclairage au pétrole, à l'essence ou électrique ;

3° Les tapis de pied et de table ;

4° Les toilettes et leur garniture, les salles de bain et leur équipement, les lavabos, tubs, appareils à douches, chauffe-eau, brocs, seaux, porte-serviettes ;

5° Les sièges de toute espèce ;

6° Les commodes, armoires, buffets, dressoirs, glacières ou appareils frigorifiques en tenant lieu ;

7° Les tables, bureaux, porte-manteaux, y compris les tables à jeux ;

8° Les ventilateurs, pankas ;

9° Les lits, la literie et les moustiquaires ;

10° Le gros matériel de cuisine : fourneaux, lessiveuses, filtres et stérilisateurs ;

11° Le matériel des jardins ;

12° L'argenterie de table ;

13° Les cristaux, verrerie, faïence, porcelaine et poterie.

Chacun des chefs de circonscription visés ci-dessus peut prétendre : à un domestique rétribué directement sur le budget local, employé à la garde et à l'entretien du logement du chef de circonscription, du mobilier mis à sa disposition et du jardin attenant au logement, ainsi qu'à l'entretien, à l'éclairage et à la ventilation, dans les conditions prévues par le décret du 23 janvier 1914, article 15 et 34.

Le nombre et la nature des moyens de transport mis à la disposition des chefs des circonscriptions territoriales ci-dessus et des chefs de service, sont déterminés comme suit :

Îles Sous-le-Vent (administration et service médical)	Une automobile, Une vedette de haute mer.
Îles Tuamotu-Gambier	Une goélette armée au grand cabotage.
Îles Marquises, groupe nord	Une vedette de haute mer, Un cheval sellé.
Îles Marquises, groupe sud	Une vedette de haute mer, Un cheval sellé.
Îles Australes	Un cotre de haute mer.
Chef du service des travaux publics	Une automobile.

Art. 11. — Deux pièces de réception (salons) sont mises à la disposition : du chef du service d'administration générale et des finances, du chef du service judiciaire et du chef de cabinet du gouverneur, dans leur logement particulier à Papeete.

Sont compris dans les objets mobiliers nécessaires à l'ameublement des pièces de réception ci-dessus attribuées :

1° Les glaces et tableaux ;

2° Les lustres, flambeaux, lampes et appareils d'éclairage électrique ;

3° Les tapis de pied ;

4° Les rideaux, draperies, coussins, housses et accessoires ;

5° Les canapés, fauteuils et sièges de toute espèce ;

6° Les consoles ;

7° Les pianos et appareils radiophoniques ;

8° Les tables, y compris les tables de jeux, les autres meubles de salon et porte-manteaux (antichambre) ;

9° Les ventilateurs électriques.

Une indemnité forfaitaire annuelle de *trois cents francs* (300 frs) pour éclairage et ventilation des dites pièces de réception, est allouée, sur demande, au chef du service d'administration générale et des finances, au chef du service judiciaire et au chef de cabinet du gouverneur.

L'entretien du jardin attenant au logement du chef du service d'administration générale et des finances, du chef du service judiciaire et du chef de cabinet du gouverneur, est assuré par une corvée périodique de détenus aux frais du service local.

Les dispositions du présent article n'entreront en vigueur qu'à l'expiration du premier des délais transitoires prévus par l'article 23 du décret du 26 mai 1937, et, en tout état de cause, le 1^{er} janvier 1940.

Art. 12. — Le droit au logement ou à l'ameublement gratuit ou à l'indemnité représentative, tel qu'il était fixé avant le 5 juillet 1937, lendemain de la date d'arrivée à Papeete du journal officiel de la République française dans lequel sont publiés les deux décrets du 26 mai 1937 sur le logement, l'ameublement, les moyens de transport et frais divers de certains fonctionnaires aux colonies, est maintenu, dans les conditions prévues par l'article 23 du décret du 26 mai 1937, aux fonctionnaires et agents qui se trouvaient en service le 1^{er} janvier 1938, portés au *tableau C* annexé au présent arrêté.

Art. 13. — Tous arrêtés d'application, le présent compris, et décisions d'ordre général pris pour l'exécution des prescriptions faisant l'objet des vingt premiers articles du décret du 26 mai 1937, réglementant le logement et l'ameublement aux colonies, sont soumis à l'avis préalable d'une commission composée comme suit :

Le chef du service d'administration générale et des finances, représentant du gouverneur, ou son délégué, *Président ;*

Le chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre, ou son délégué, *Membre ;*

Le président de la chambre de commerce, ou son délégué, —

Un agent du bureau des finances remplit les fonctions de secrétaire.

Art. 14. — Le droit au logement gratuit et, à défaut, à l'indemnité représentative, est maintenu aux instituteurs et institutrices détachés du cadre métropolitain, en service à la colonie.

L'indemnité annuelle de logement à laquelle peuvent prétendre lesdits instituteurs et institutrices qui ne reçoivent pas le logement en nature, est fixée au montant réel de leur loyer sans pouvoir, toutefois, excéder *six mille francs* (6.000 frs).

Il ne peut y avoir pluralité d'indemnités pour un même logement.

L'allocation de l'indemnité représentative est justifiée, une fois pour toute, sauf changement du prix du loyer, par la communication de la quittance initiale qui est reproduite sur le premier mandat.

Le maintien du droit au logement gratuit ou à l'indemnité représentative aux instituteurs et institutrices détachés du cadre métropolitain est assimilé à un complément de leur solde qui, en cas de révision, devra toujours être déterminée en conséquence.

Art. 15. — Toutes dispositions antérieures locales, réglementant l'attribution aux fonctionnaires et agents du logement, de l'ameublement, de la domesticité, des frais divers d'hôtels et des moyens de transport du gouverneur et des chefs de circonscription territoriale et de service, sont rapportées.

Art. 16. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui

sera enregistré, communiqué et publié au *journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie, après approbation préalable du ministre des colonies, et dont les effets remonteront au 1^{er} janvier 1938, sauf les exceptions expressément prévues par les dispositions qui précèdent.

Papeete, le 6 avril 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

Approuvé par dépêche (colonies) n° 4363 s., du 1^{er} décembre 1939.

TABLEAU "A"

Annexé à l'arrêté n° 324 a.g.f., du 6 avril 1939.

Emplois et fonctions non soumis à retenue de logement.

Article 4 du décret du 26 mai 1937 et 1^{er} de l'arrêté susvisé.

N° d'ordre	Emplois et fonctions
1	Concierges
2	Gardiens chefs de prison
3	Chefs de postes locaux T.S.F.
4	Concierge et gardien du matériel des travaux publics à Papeete
5	Canotier du port surveillant des quais à Papeete
6	Concierge et gardien du matériel de l'agriculture et des animaux des haras
7	Maitresse sage-femme de la maternité de Papeete
8	Infirmiers et infirmières des villages de ségrégation
9	Régisseur de l'asile des aliénés et des vieillards à Papeete
10	Gardiens de lazaret
11	Surveillants de l'internat de l'Ecole Centrale à Papeete
12	Gardien concierge du Musée de Papeete
13	Guetteur sémaphorique
14	Gardien de phare et de feux côtiers
15	Magasinier de la Municipalité de Papeete
16	Garde champêtre et gardien de la prise d'eau de l'Autau
17	Agent assurant la permanence du corps des sapeurs pompiers à Papeete.

N. B. Aucune retenue n'est exercée pour le logement des fonctionnaires et agents subalternes dont la solde de présence brute est inférieure à 24.000 francs, lorsque ces agents sont logés dans les locaux de leur service ou dans l'enceinte de l'établissement auquel ils appartiennent, sous la condition expresse que leur service puisse être considéré comme permanent de jour et de nuit et qu'il ne puisse être exécuté sans que l'agent soit logé à l'intérieur des locaux ou de l'enceinte susvisés. (Article 4 du décret du 26 mai 1937).

Vu pour être annexé à l'arrêté susvisé.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

TABLEAU "B"

annexé à l'arrêté n 324 a.g.f. du 6 avril 1939.

Désignation, catégories, classement des logements

(Art. 7 et 16 du décret du 26 mai 1937 et 3 de l'arrêté susvisé).

Colonne 4 : A = Logement affecté
D = — disponibleColonne 5 : D = Bâtiment définitif
P = — provisoire
R = — rudimentaireColonne 6 : 1 = Très bon logement
2 = Bon logement
3 = Assez bon logement

N° d'ordre	Lieu et désignation de l'immeuble ou du logement	Propriétaire	Affecté ou disponible	Définitif, provisoire ou rudimentaire	Classement d'habitabilité	Pièces habitables
1	2	3	4	5	6	8
ILE TAHITI - PAPEETE						
1	Hôtel du Gouverneur	Colonie	A	D	2	7
2	Immeuble en maçonnerie - Avenue du Gouvernement	»	A	D	1	3
3	Immeuble en bois - Avenue Bruat	»	A	D	3	5
4	Immeuble en maçonnerie - Rue de l'Artémise	»	A	D	2	3
5	Immeuble en bois accolé à l'Ecole centrale - Rue du Commandant Destremeau	»	A	D	2	4
6	Immeuble en bois, annexe Ecole centrale - Rue du Commandant Destremeau	»	A	D	2	3
7	Immeuble en bois, prison coloniale	»	A	D	2	4
8	Immeuble en bois - Postes - Quai des Subsistances	»	A	D	2	3
9	Immeuble en maçonnerie - Avenue Bruat - Travaux publics	Etat	D	D	3	3
10	Immeuble en maçonnerie - Avenue Bruat - Travaux publics	»	A	D	2	2
11	Immeuble en bois - Rue du Commandant Destremeau - près gendarmerie	Colonie	D	D	3	3
12	Immeuble en maçonnerie - Avenue Bruat - Travaux publics	Etat	D	R		1
13	Immeuble en maçonnerie - Rue des Poilus Tahitiens - Hôpital	»	A	D	1	5
14	Immeuble en bois - Rue des Poilus Tahitiens - Asile des aliénés	Colonie	A	D	3	2
15	Immeuble en maçonnerie - Rue du Ct Destremeau - Hôpital	Etat	A	D	2	1
16	Immeuble en maçonnerie et bois - Rue du Ct Destremeau	»	A	D	2	1
17	Immeuble en maçonnerie - Cour du Palais de justice	»	A	D	2	4
18	Immeuble en maçonnerie - Cour du Palais de justice	»	A	D	3	1
19	Immeuble en bois (Pte Fare-Ute) Port	Colonie	A	R		1
20	Immeuble en bois (sémaphore)	»	A	D	3	1
21	Immeuble en bois (Motu-Uta)	»	A	R		2
22	Immeuble en bois (cour mairie)	Municipalité	A	D	2	3
23	Immeuble en bois (bain Loti)	»	A	D	2	2
24	Immeuble en bois (Gardien du cimetière)	»	A	D	2	2
25	Immeuble en bois (Rue Tepano Jaussen)	»	A	R		2
26	Immeuble en bois (Punaauia P.K. 8.600)	Colonie	A	R		1
27	Immeuble en bois (Paea P.K. 21.500)	»	A	D	3	3
28	Immeuble en bois (Paea P.K. 21.600)	»	A	D	3	1
29	Immeuble en bois (Papara P.K. 36)	»	A	D	3	2
30	Immeuble en bois (Mataiea P.K. 44)	»	A	D	3	3
31	Immeuble en bois (Papeari P.K. 53)	»	A	D	3	2
32	Immeuble en bois (Afaahiti R.C. 1 P.K. 59.450)	»	A	D	3	3
33	Immeuble en bois (Afaahiti R.C. 2 P.K. 53.512)	»	A	D	2	4
34	Immeuble en bois (Vairao C.V. 1 P.K. 9.825)	»	A	D	3	2
35	Immeuble en bois (Tautira C.V. 2 P.K. 18)	»	A	D	2	2
36	Immeuble en bois (Hitiaa R.C. 2 P.K. 37.975)	»	A	D	2	2
37	Immeuble en bois (Faaone R.C. 2 P.K. 47.230)	»	A	D	3	1
38	Immeuble en bois (Mahaena R.C. 2 P.K. 32.680)	»	A	D	2	2
39	Immeuble en bois (Tiarei R.C. 2 P.K. 28.700)	»	A	D	3	1
40	Immeuble en maçonnerie (Papenoo R.C. 2 P.K. 17.020)	»	A	D	2	2

N° d'ordre	Lieu et désignation de l'immeuble ou du logement	Propriétaire	Affecté ou disponible	Définitif, pro- visoire ou rudimentaire	Classement d'habitabilité	Pièces habitables
1	2	3	4	5	6	7
41	Immeuble en bois (Mahina C.V. Pte Vénus)	Colonie	A	D	2	3
42	Immeuble en bois (Mahina C.V. Pte Vénus)	»	A	R		2
43	Immeuble en bois (do.) T.S.F.	»	A	D	2	4
44	Immeuble en bois (do.)	»	A	D	2	2
45	Immeuble en bois (do.)	»	A	D	2	2
46	Immeuble en bois (R.C. 2 Orofara P.K. 13.500)	»	A	D	2	2
47	Immeuble en bois (C.V. 2 Afaahiti P.K. 0.750)	»	A	D	2	2
48	Immeuble en bois (R.C. 2 Afaahiti P.K. 13.500)	»	A	D	3	2
ILE MOOREA						
49	Immeuble en bois (Afareaitu)	»	A	D	3	5
50	Immeuble en bois (Haapiti)	»	A	D	2	2
ILE MAKATEA						
51	Immeuble en bois (Résidence)	»	A	D	3	3
52	Immeuble en bois (Logement instituteur)	»	A	D	3	2
ILES SOUS-LE-VENT						
53	Immeuble en bois (Uturoa-Raiatea) Résidence	»	A	D	3	3
54	Immeuble en bois do. Hôpital	»	A	D	2	3
55	Immeuble en bois do. Prison	»	A	D	3	2
56	Immeuble en bois do. T.S.F.	»	A	D	2	3
57	Immeuble en bois do. Greffe	»	A	D	2	3
58	Immeuble en bois do. Interprète	»	Démoli en 1939			
59	Immeuble en bois do. Gendarmerie	»		D	2	5
60	Immeuble en bois (Tevaitoa-Raiatea)	»	D	R		2
61	Immeuble en bois du pays (Vaiaau-Raiatea)	»	A	R		1
62	Immeuble en bois du pays (Fetuna)	»	A	R		2
63	Immeuble en bois (Opoa)	»	A	R		1
64	Immeuble en bois (Vaitoare-Tahaa)	»	A	R		2
65	Immeuble en bois du pays (Faaha-Tahaa)	»	A	R		1
66	Immeuble en bois (Haamene-Tahaa)	»	A	R		1
67	Immeuble en bois (Patio-Tahaa)	»	A	R		1
68	Immeuble en bois du pays (Tiva-Tahaa)	»	A	R		1
69	Immeuble en bois (Fare-Huahine) Résidence	»	A	D	2	3
70	Immeuble en bois (Fare-Huahine)	»	A	P	3	1
71	Immeuble en bois du pays (Tefarerii-Huahine)	»	A	R		1
72	Immeuble en bois du pays (Iapu-Huahine)	»	A	R		1
73	Immeuble en bois (Vaitape-Borabora) Résidence	»	A	D	2	3
74	Immeuble en bois do. Instituteur	»	A	P	2	2
75	Immeuble en bois do. Infirmier	»	A	D	2	1
76	Immeuble en bois (Anau-Borabora) Instituteur	»	A	R		1
ILES MARQUISES						
77	Immeuble en bois (Hiva-Oa) Résidence	»	A	D	inhabitable	4
78	Immeuble en bois do. Logement médecin	»	A	D	3	2
79	Immeuble en bois do. Agence	»	A	D	3	3
80	Immeuble en bois do. Agent des postes.	»	A	D	3	2
81	Immeuble en bois do. Instituteur	»	A	D	3	2
82	Immeuble en bois (Nuka-Hiva) Résidence	»	A	D	2	3
83	Immeuble en bois do. Chef de poste	»	A	D	2	2
84	Immeuble en bois do. Gardien de prison	»	A	D	3	2
85	Immeuble en bois do. Instituteur	»	A	D	3	2
86	Immeuble en bois do. Infirmier	»	A	D	2	2
87	Immeuble en bois do. Agent T.P.	»	A	D	2	2
ILES AUSTRALES						
88	Bâtiment en maçonnerie (Rurutu) Résidence	»	A	D	2	2

N° d'ordre	Lieu et désignation de l'immeuble ou du logement	Propriétaire	Affecté ou disponible	Définitif, provisoire ou rudimentaire	Classement d'habitabilité	Pièces habitables
1	2	3	4	5	6	7
89	Bâtiment en bois (Rimatara) infirmier	Colonie	A	D	2	1
90	Bâtiment en bois (Tubuai) Agence	»	A	D	2	2
91	Bâtiment en bois (Rikitea-Gambier) Residence	»	A	D	3	2
92	Bâtiment en bois do. Agence	»	A	D	3	1
93	Bâtiment en bois (Fakarava-Tuamotu) Instituteur	»	A	R		2
94	Immeuble en bois (Papetoai) Infirmier	loué par la Colonie	A	D	3	1
95	Immeuble en bois (Uturoa) Paerie	do.	A	D	3	2
96	Immeuble en bois (Rikitea) Infirmier	Colonie	A	D	2	1
97	Immeuble en bois (Afareaitu) Chargé de la poste	loué par la Colonie	A	D	3	1
98	Immeuble en bois (Pirae) Section agricole	Colonie	A	D	2	3
99	Immeuble en bois (Papeete) Secrétaire de la mairie	Municipalité	A	D	3	2

Vu pour être annexé à l'arrêté susvisé

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

TABLEAU "C"

Annexé à l'arrêté n° 324 a.g.f., du 6 avril 1939.

Fonctionnaires et agents qui se trouvaient en service au 1^{er} janvier 1938, bénéficiaire, à titre personnel ou à raison de leurs emplois, du droit au logement ou à l'ameublement gratuit ou à l'indemnité représentative, qui conservent ce droit, à titre transitoire, jusqu'à première mutation et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1939. (Article 23 du décret du 26 mai 1937 et 12 de l'arrêté susvisé).

N° d'ordre	Noms et fonctions	Montant annuel et éventuel de l'indemnité de logement
1	Balland (Frédéric) Chef du service judiciaire (meublé)	6.000 »
2	Liauzun (Jean) Trésorier-payeur	1.920 »
3	Bréul (Robert) Chef du service des Travaux publics	1.920 »
4	Jacob (Constant) Capitaine de port	1.920 »
5	Dupond (Edouard) Econome de l'hôpital de Papeete	1.920 »

N. B. Le droit est conservé, à titre personnel, au fonctionnaire ou agent, titulaire ou intérimaire, qui était en service au 1^{er} janvier 1938. Cette disposition transitoire cessera à première mutation, même de titulaire à intérimaire ou réciproquement, et, en tout état de cause, le 31 décembre 1939. A compter du 1^{er} janvier 1940, ou avant en cas de mutation, les fonctionnaires et agents ci-dessus désignés subiront la retenue de logement et (éventuellement) d'ameublement ou cesseront de percevoir l'indemnité représentative de logement.

Vu pour être annexé à l'arrêté susvisé.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 86 t.p., portant réorganisation intérieure du service des travaux publics et affectations.

(Du 29 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 17 août 1920 plaçant les services des bâtiments civils, phares et balises, ports et rades sous la direction du chef du service des travaux publics ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1931 fixant les attributions des officiers et surveillants du port de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 406 t.p. du 13 avril 1938 plaçant le jardin d'essais de Mamao sous la direction effective du chef du service des travaux publics ;

Vu la décision n° 970 t.p., du 28 septembre 1938 portant réorganisation intérieure du service des travaux publics et affectations ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le service des travaux publics et des mines auquel ressortissent, en outre provisoirement, toutes questions, concernant l'agriculture et l'élevage, comprend les subdivisions suivantes :

1^{re} Subdivision. — Routes, ouvrages routiers, rivières - Bâtiments coloniaux - Mines - Archipels, sauf les îles Sous-le-vent - Phares et balises - Armement maritime, sauf vedettes du port.

2^{me} Subdivision. — Etudes et projets - Contrôle des combustibles liquides - Questions diverses.

3^{me} Subdivision. — Adductions d'eau - Archipel des îles Sous-le-vent - Formation sanitaire d'Uturoa.

4^{me} Subdivision. — Port de Papeete (apportement, hangars, cale de halage, entretien des vedettes du port) - Comptabilité du service - Questions administratives.

Subdivision agricole. — Centres et stations d'essais - Parcs et places publiques - Haras.

Service des ports et rades. — Police du port et de la navigation - Pilotage - Sémaphore - Cale de halage (Inscription des navires) - Balisage (en liaison avec la 1^{re} subdivision).

Ateliers. — Entretien du matériel.

Art. 2. — Les attributions ci-dessus définies sont de principe. Le chef du service demeure libre, suivant les nécessités du service, de transmettre les affaires pour études, examens, renseignements ou avis aux différentes subdivisions ou de leur confier la direction ou le contrôle des chantiers.

Art. 3. — Les chefs de subdivision, du service du port et des ateliers, relèvent directement et uniquement du chef du service ou, en cas d'absence, de son intérimaire.

Art. 4. — Sont affectés aux différentes subdivisions, au service du port et aux ateliers :

1^{re} Subdivision. — M. Alfonsi, Joseph, conducteur principal hors classe des travaux publics - Cadre local. Résidence : Papeete.

M. Frogier, Marcel, commis principal hors classe des travaux publics - Cadre local. Résidence : Papeete.

2^{me} Subdivision. — M. Pomel, Robert, adjoint technique principal de 4^e classe du cadre général des travaux publics des colonies. Résidence : Papeete.

3^{me} Subdivision. — M. Thirel, Marcel, commis principal hors classe des travaux publics - Cadre local. Résidence : Papeete.

4^{me} Subdivision. — M. Passard, René, commis de 2^e classe des travaux publics - Cadre local. Résidence : Papeete.

Subdivision agricole.

— M. Boubée, Jean, commis de 1^{re} classe des travaux publics - Cadre local. Résidence : Papeete.

Service des ports et rades.

— M. Jacob, Constant, capitaine de port de 1^{re} classe. Résidence : Papeete.

Ateliers.

— M. Peirsegaie, Michel, agent auxiliaire du service local. Résidence : Papeete.

Art. 5. — Toutes décisions antérieures portant nominations et affectations au service des travaux publics et contraires aux dispositions qui précèdent sont annulées et notamment la décision n° 970 t.p. du 28 septembre 1938.

Art. 6. — La présente décision sera enregistrée, communiquée, et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 87 a.g.f., fixant la participation de la Colonie dans les frais de traitement à l'hôpital des personnes soignées au compte de la commune de Papeete en 1939.

(Du 29 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1914 réglementant la prostitution dans les Etablissements français de l'Océanie et les actes qui l'ont modifié,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La participation de la Colonie dans les frais de traitement à l'hôpital des personnes soignées au compte de la dite commune pour maladies spécifiques en 1939, est fixée forfaitairement à deux mille francs (2.000 frs).

Art. 2. — La dépense est imputable au chapitre 12 du budget local (Exercice 1939).

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 88 a.g.f., fixant la participation de la Colonie dans les frais de traitement à l'hôpital des personnes soignées au compte de la commune de Papeete en 1940.

(Du 29 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1914 réglementant la prostitution dans les Etablissements français de l'Océanie et les actes qui l'ont modifié ;

Vu les prévisions budgétaires de l'année 1940 ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La participation de la Colonie dans les frais de traitement à l'hôpital des personnes soignées au compte de la dite commune pour maladies spécifiques en 1940, est fixée forfaitairement à deux mille francs (2.000 frs).

Art. 2. — La dépense est imputable au chapitre 12 du budget local, exercice 1940.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée, et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 89 a.g.f., fixant les salaires des cuisiniers de l'hôpital et de la maternité de Papeete.

(Du 29 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 769 c, du 7 octobre 1931,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Pour compter du 1^{er} janvier 1940, les salaires des cuisiniers de l'hôpital et de la maternité de Papeete sont fixés comme suit :

M. Chin Lee Lau n° 2729, cuisinier à l'hôpital : 10.800 frs l'an.

M. Ah Tchou n° 6220, cuisinier à la maternité : 7.800 frs l'an.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 109 a.g.f., ordonnant consignation de diverses annuités qui seront dues à l'Etat par la colonie.

(Du 3 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Vu l'acte de vente par l'Etat à la colonie, approuvé en conseil privé les 1^{er} mai 1934 et 9 août 1937, en instance d'approbation par décret en conseil d'Etat ;

Vu les prévisions de recettes et de dépenses extraordinaires inscrites au budget local des Etablissements français de l'Océanie, exercices 1938, 1939 et 1940, de chacune 210.000 francs, en vue de provisionner les sommes nécessaires à la réalisation de la vente susvisée, dont le total s'élève à 830.000 francs ;

Vu l'instruction générale sur le contentieux et le service des consignations de la caisse des dépôts et consignations, du 1^{er} décembre 1927, article 152 « 8^e catégorie - Consignations administratives diverses », n° 16^e ;

Considérant qu'en vue de réserver les moyens de réaliser l'achat des immeubles cédés par l'Etat à la colonie cette dernière a inscrit à ses budgets successifs, depuis l'exercice 1938, les crédits suivants : 1938 : 210.000 frs ; 1939 : 210.000 frs ; 1940 : 210.000 francs et inscrira à son budget pour l'exercice 1941 : 200.000 frs, ensemble 830.000 frs ; qu'actuellement les trois premières annuités, soit globalement 630.000 frs, sont disponibles et improductives ; que cette situation peut durer encore longtemps, notamment en raison de la guerre contre l'Allemagne ; qu'en attendant le règlement définitif à l'Etat du prix des immeubles cédés à la colonie, il convient d'ordonner, dans l'intérêt de cette dernière collectivité publique, conformément à l'instruction générale susvisée, la consignation des sommes actuellement disponibles ainsi que celles qui deviendront disponibles en 1941 ou ultérieurement ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

ARRÊTÉ :

Article 1^{er}. — Les sommes prévues au budget local des Etablissements français de l'Océanie, chapitre 18 "Dépenses extraordinaires" depuis l'exercice 1938 jusqu'à l'exercice 1940, soit : *six cent trente mille francs* (630.000 frs) pour annuités d'achat de bâtiments coloniaux, actuellement disponibles au titre du budget local, exercices 1939 et 1940, provenant soit de crédits précédents, reportés, soit de crédits directement inscrits, seront versées, au nom de la colonie et dans son intérêt, à la caisse des dépôts et consignations.

Sera également versée à la même caisse la somme de : *deux cent mille francs* (200.000 frs) qui sera prévue pour le même motif au budget de l'exercice 1941 ou à l'un des budgets suivants.

Art. 2. — Ces consignations, destinées à garantir à l'Etat le paiement par la colonie des immeubles acquis par elle, ne seront acquises à l'Etat qu'après approbation par décret en conseil d'Etat de l'acte de vente susvisé. En attendant, les intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations profiteront au budget local des Etablissements français de l'Océanie.

Si à l'expiration d'un délai fixé au 31 décembre 1944, la vente n'était pas définitivement résolue, la colonie, sauf prolongation des dispositions du présent arrêté, retirerait purement et simplement les sommes consignées (principal et intérêts) et en ferait recette au budget local. Elle procéderait au retrait si, avant le dé-

lai ci-dessus fixé, l'Etat notifiait une décision négative d'aliénation.

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 110 a.g.f., accordant une gratification et prononçant la mise en disponibilité de l'agent de police de 1^{re} classe Langomazino (Léo).

(Du 3 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068 a.g.f. du 29 octobre réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local, notamment l'article 75 ;

Vu l'arrêté n° 809 c., du 13 août 1937 portant nomination dans le cadre local des agents de police de M. Langomazino (Léo) et le détachant au service d'administration générale et des finances ;

Vu la demande formulée par M. Langomazino (Léo), tendant à obtenir sa mise en disponibilité à l'effet de contracter un engagement dans l'aviation en France pour la durée de la guerre ;

Vu l'avis favorable émis par le chef de la sûreté ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une gratification de *mille francs* (1.000 frs), est accordée à l'agent de police de 1^{re} classe Langomazino (Léo), pour le zèle et le dévouement dont il a fait preuve au cours de l'année 1939, notamment depuis la déclaration de la guerre.

La somme de *mille francs* (1.000 frs) sera mandatée au titre du budget local, chapitre IV, exercice 1939.

Art. 2. — M. Langomazino est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde pour une période de deux années pour compter du jour de son embarquement pour la métropole qui aura lieu vers le douze février 1940.

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances et le chef de la sûreté, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 111 j., fixant le tarif des émoluments des avocats défenseurs dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 3 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 août 1930 relatif à la réglementation de l'exercice de la profession d'avocats défenseurs dans les colonies autres que les antilles, la Réunion et l'Indochine ;

Vu l'art. 24 de l'arrêté du 27 octobre 1939, portant réorganisation du corps des avocats défenseurs dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire ;
Le conseil privé entendu dans sa séance du 2 février 1940.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les émoluments des avocats défenseurs sont fixés par le tarif en vigueur des avoués de la Seine, augmenté de moitié.

Art. 2. — Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 février 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 112 a.g.f., portant modification aux clauses et conditions générales pour les fournitures de toute espèce à exécuter en vertu de marchés passés dans les Etablissements français de l'Océanie, pour le compte du service local.

(Du 3 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 60 s.g., du 22 janvier 1932, réglant les clauses et conditions générales pour les fournitures de toute espèce à exécuter en vertu de marchés passés dans les Etablissements français de l'Océanie, pour le compte du service local, modifié par arrêté n° 1279 a.g.f., du 29 décembre 1939 ;

Considérant que les limites de 30.000 francs et 20.000 francs, prévues par l'article 42 de l'arrêté susvisé du 22 janvier 1932 sont insuffisantes et gênent l'exécution du service sans être profitables, au contraire, aux intérêts du service local ;

Considérant que ces limites étaient respectivement fixées jadis à : 20.000 francs et 5.000 francs, par analogie avec celles du décret du 18 novembre 1882, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat ; que, depuis lors, le coefficient officiel applicable au franc-or pour les règlements internationaux s'est successivement élevé jusqu'à 11,4, depuis le 7 octobre 1939, dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'article 212 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, ainsi conçu : « Les gouverneurs règlent, par arrêté délibéré en conseil, les formes et conditions, tant générales que spéciales, des adjudications et marchés à passer dans les colonies, pour les travaux et fournitures intéressant le service local » ;

Vu l'arrêté n° 42 a.g.f., du 18 janvier 1939, réglementant l'ordonnement des dépenses ;

Vu le radiotélégramme ministériel (colonies) n° 23, du 27 janvier 1940, approuvant les propositions faites par lettre n° 585 a.g.f., du 18 novembre 1939, en ce qui concerne les marchés de gré à gré ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances,

Le conseil privé entendu le 2 février 1940.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'article 42 de l'arrêté n° 60 s.g., du 22 janvier 1932, modifié par l'arrêté n° 1279 a.g.f., du 29 décembre 1939, susvisé, est modifié comme suit :

Art. 42. — Il peut être passé des marchés de gré à gré :

1° Pour les fournitures, transports et travaux dont la dépense totale n'excède pas deux cent mille francs (200.000 fr.) ou, s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années, dont la dépense annuelle n'excède pas cinquante mille francs (50.000 fr.) ;
..... (le reste sans changement).....

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et fera l'objet d'un tirage spécial.

Papeete, le 3 février 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 117 i.p., fixant la date d'une dernière session du certificat d'aptitudes pédagogiques local écrit ouverte aux titulaires du brevet local.

(Du 6 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté 154 i.p. du 9 février 1938 ;

Sur la proposition du chef du service de l'instruction publique ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une dernière session d'examen du certificat d'aptitudes pédagogiques local écrit, ouvert aux titulaires du brevet local, est prévue pour 1940.

Art. 2. — Elle aura lieu à Papeete (Ecole Centrale) le 13 février 1940 à 7 h. 30.

Art. 3. — La date en sera fixée dans les archipels par les chefs de circonscription.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 février 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 121 a.p.e., fixant pour le 4^e trimestre 1939 le prix de revient des conserves d'ananas dans les Etablissements français de l'Océanie en vue de l'attribution de la prime aux exportateurs.

(Du 8 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 23 avril 1932 établissant une taxe spéciale à l'importation des conserves d'ananas dans la métropole ;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1932 portant application de la loi précitée du 23 avril 1932 et notamment les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 4 dudit décret ainsi rédigés : « Art. 4. — L'exportation des « conserves d'ananas dans les colonies ou territoires intéressés donne lieu au paiement sur les fonds du compte spécial, d'une prime « dont le taux pourra atteindre au maximum la différence entre le « prix de revient et le cours moyen trimestriel de vente de la conserve d'ananas. » ;

« Le prix de revient est fixé, à un taux unique pour l'ensemble « de chaque colonie ou territoire intéressé par arrêté de l'administration locale approuvé par le ministre des colonies. » ;

Sous réserve de l'approbation du ministre des colonies.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — En vue du calcul de la prime à attribuer sur le compte spécial de soutien aux exportateurs de conserves d'ananas, le prix de revient du kilo de conserves est fixé sur le territoire des Etablissements français d'Océanie à 7 frs 25 pour le 4^e trimestre de 1939.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTE n° 126 a.g.f., fixant les retenues de logement et d'ameublement à effectuer dans la colonie.

(Du 9 février 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies;

Vu l'arrêté n° 324 a.g.f. du 6 avril 1939, réglementant les détails d'application dans les Etablissements français de l'Océanie des deux décrets et de l'arrêté ministériel du 26 mai 1937 sur le logement et l'ameublement aux colonies, la domesticité et les frais divers et les moyens de transport mis à la disposition de certains fonctionnaires;

Vu la dépêche ministérielle n° 4363 s., du 1^{er} décembre 1939 portant approbation de l'arrêté susvisé;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La retenue annuelle de logement et d'ameublement est fixée, pour les fonctionnaires et agents dont les noms suivent, et pour compter du 1^{er} juin 1939, sauf les exceptions spécialement mentionnées, conformément au tableau ci-après :

N° d'ordre du logement	Noms, prénoms	Résidence	Retenue annuelle			Observations
			de logement	d'ameublement	Total	
3	Gérard Edouard	Papeete	2.400 »	»	2.400 »	A compter du 28 mai 1940
8	Ducasse Gabriel	»	4.050 »	»	4.050 »	
9	Frogier Marcel	»	480 »	»	480 »	
11	Villant Paulin	»	480 »	»	480 »	
18	Terootae Tafai	»	480 »	»	480 »	
24	Alexandre Léonor	»	2.700 »	»	2.700 »	
27	Teriitua a Teriierooiterai	Paea	1.200 »	»	1.200 »	
28	M ^{lle} Bourne Marie, Dorothée	»	240 »	»	240 »	
29	Teamotuaitau a Uramoae	Papara	600 »	»	600 »	
30	Taataroa a Maoni	Mataiea	600 »	»	600 »	
31	M ^{lle} Tematua a Toofa	Papeari	600 »	»	600 »	Ameublement jusqu'au dernier décembre 1939
32	M ^{me} Keck	Afaahiti	240 »	»	240 »	
34	M ^{lle} Leverd Régina	Vairao	1.200 »	»	1.200 »	
35	Moua Marcel	Tautira	675 »	»	675 »	
36	Taurai a Tua	Hitiia	675 »	»	675 »	
37	M ^{me} Lucas	Faaone	240 »	»	240 »	
41	M ^{lle} Mollon Odette	Mahina	1.350 »	»	1.350 »	
43	Copie Julien	»	1.350 »	»	1.350 »	
44	Bégat Maurice	»	270 »	»	270 »	
45	Mollon Robert	»	675 »	»	675 »	
50	Laporte Bernard	Haapiti	270 »	»	270 »	Jusqu'au dernier juin 1939
52	Pouira a Teama	Makatea	240 »	»	240 »	
53	Passard Charles	Uturoa	1.200 »	300	1.500 »	
57	Simon Jean	»	1.350 »	»	1.350 »	
70	Salmon Elisabeth	Fare	600 »	»	600 »	
73	Tisseron René	Borabora	1.350 »	»	1.350 »	
73	Fontana Robert	»	2.025 »	»	2.025 »	
74	Picard Louis	»	270 »	»	270 »	Jusqu'au dernier octobre 1939
75	Tehea a Puni	»	675 »	»	675 »	
78	Doucet Paul	Hiva-Oa	600 »	150 »	750 »	
86	Urarii a Tani François	Nuku-Hiva	270 »	»	270 »	
87	Valles François	»	675 »	»	675 »	
89	Maitere Lucie	Rimatara	675 »	»	675 »	
89	Perry Marianne	»	675 »	»	675 »	
90	Tuteraarii a Roomataroa	Tabuai	1.350 »	»	1.350 »	
92	Sanford Francis	Rikitea	»	24 44	24 44	
94	Van Bastolaer Auguste	Papeloai	600 »	»	600 »	Jusqu'au 10/8/39 inclus
95	Droppe Georges	Uturoa	1.200 »	»	1.200 »	
96	M ^{me} Van Bastolaer	Rikitea	675 »	»	675 »	
97	Favereau Marcel	Afareaitu	600 »	»	600 »	
97	Renard Maurice	»	240 »	»	240 »	
98	Boubée Jean	Pirae	270 »	»	270 »	
99	Stieglitz	Papeete	2.400 »	»	2.400 »	
						Pour compter du 1/9/39
						Du 10/9 au dernier novembre 1939

Art. 2. — Sont annulées les dispositions des arrêtés n°s 411, 507, 556, 617, 769, 972, 52 a.g.f., respectivement des 25 avril, 30 mai, 7 et 21 juin, 7 août, 7 octobre 1939 et 9 janvier 1940.

Art. 3. — La différence entre la retenue par provision effectuée par application des dispositions des arrêtés mentionnés à l'article 2 et celle fixée au tableau de l'article 1^{er} sera remboursée aux intéressés.

Art. 4. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 125 d., *fixant la mercuriale officielle en vigueur dans la colonie au 7 février 1940.*

(Du 9 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1928, instituant une mercuriale officielle dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 15 mai 1931, ensemble celui du 30 novembre 1928 ;

Vu la décision du 17 février 1938, fixant la composition de la commission des "mercuriales" ;

Vu le procès-verbal de la commission dite des mercuriales en date du 7 février 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La mercuriale officielle du 7 février 1940, pour les produits exportés de la colonie est fixée ainsi qu'il suit :

Vanille	210 ¹	» le kilo
Coprah local	1 30	»
Coprah d'importation	1 10	»
Nacre	3	»
Café en parches	5	»
Café décortiqué	8	»

Art. 2. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 128 a. g. f., *portant reclassement d'agents auxiliaires et annulant certaines dispositions de la décision n° 1014 a. g. f. du 25 octobre 1939.*

(Du 10 février 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a. g. f., du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire notamment l'article 57 ;

Vu les demandes des intéressés ;

Sur la proposition du chef du cabinet p. i. chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont reclassés comme suit à compter du 1^{er} juillet 1939 les agents auxiliaires ci-après désignés :

Enseignement.

M. Cassel (Jean) titulaire du baccalauréat, demeurant à Fetuna (Raïatea) célibataire nommé agent auxiliaire du service local de 3^e catégorie, 11^e degré (décision n° 1014 a. g. f., du 25 octobre 1939 liste 1) est reclassé à la 2^e catégorie au même degré.

M^{me} Taufa (Emilie, Tareva) épouse Raymond Holozet titulaire du brevet local d'enseignement demeurant à Papeete, nommée agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie, 21^e degré (décision n° 1014 a. g. f., du 25 octobre 1939 liste 1) est reclassée à la 3^e catégorie au même degré.

M. Maau (Emile, Tépueii, Taharaura) titulaire du brevet local d'enseignement, demeurant à Papenoo (Tahiti) marié, nommé agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie 14^e degré (décision n° 1014 a. g. f., du 25 octobre 1939, liste n° 1) n° 1264 a. g. f., du 27 décembre 1939, liste n° 3) est reclassé à la 3^e catégorie au même degré.

M. Richmond (Willie, Ernest, Fauarii, Teuatoto) titulaire du brevet local d'enseignement, demeurant à Manihi-Ahe (Tuamotu) célibataire, nommé agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie, 24^e degré (décision n° 11 a. g. f., du 5 janvier 1940, liste n° 4) est reclassé à la 3^e catégorie aux appointements annuels du 16^e degré se décomposant comme suit :

Instituteur auxiliaire : 7.800 fr. imputables au chapitre 11 du budget local - Surclassement : 5 degrés (affecté aux Tuamotu) 3.000 fr. imputables au chapitre 11 du budget local.

M^{me} Suhas (Angéline, Joséphine, Anna) veuve Coulon, titulaire du brevet élémentaire, demeurant à Anaa (Tuamotu) nommée agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie, 23^e degré (décision n° 1014 a. g. f., du 25 octobre 1939, liste n° 1) est reclassée à la 3^e catégorie aux appointements annuels du 16^e degré se décomposant comme suit :

Institutrice auxiliaire : 7.800 fr. imputables au chapitre 11 du budget local - Surclassement : 5 degrés (affecté aux Tuamotu) 3.000 fr. imputables au chapitre 11 du budget local.

Sûreté.

Pour compter du 1^{er} janvier 1940

M. Tetumu (Tapunui) demeurant à Vairao (Tahiti) marié, nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, 30^e degré (décision n° 1014 a. g. f., du 25 octobre 1939, liste n° 1) est reclassé au 29^e degré de la même catégorie soit : augmentation familiale d'un degré (enfant né le 25 octobre 1939) : 360 fr. imputables au chapitre 4 du budget local.

Pour compter du 1^{er} février 1940.

Trésor.

M^{me} Sage (Laure, Louise, Marie, Uupa) épouse Louis Gousaud, demeurant à Papeete (Tahiti) nommée agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie 24^e degré (décision n° 1014

a. g. l. du 25 octobre 1939, liste n° 1) est reclassée au 23^e degré de la même catégorie soit : augmentation familiale d'un degré (mariée le 26 décembre 1939) : 600 fr. imputables au chapitre 6 du budget.

Enseignement.

M^{me} Teahu (Aimée, Marguerite, Averii), épouse Edouard Lucas, demeurant à Faaone (Tahiti) nommée agent auxiliaire du service local de 3^e catégorie, 12^e degré (décision n° 1014 a. g. l. du 25 octobre 1939, liste n° 1) est reclassée au 11^e degré de la même catégorie, soit : augmentation familiale d'un degré (enfant née le 4 novembre 1939) : 1.000 fr. imputables au chapitre 11 du budget local.

M. Doom (Eugène) titulaire du brevet local d'enseignement demeurant à Papara (Tahiti) marié, nommé agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie, 13^e degré (décision n° 1014 a. g. l. du 25 octobre 1939, liste n° 1) est reclassé à la 3^e catégorie, 12^e degré soit : augmentation familiale d'un degré (enfant né le 27 novembre 1939) : 1.000 fr. imputables au chapitre 11 du budget local.

Art. 2. — Sont annulées les dispositions de la décision n° 1014 a. g. l., portant reclassement d'agents auxiliaires en ce qui concerne M. Iorss (Martial, Ludovic, Prosper).

Affaires politiques et économiques.

A compter du 1^{er} octobre 1939.

M. Iorss (Martial, Ludovic, Prosper) demeurant à Papeete (Tahiti) célibataire, est nommé agent auxiliaire du service local de 3^e catégorie aux appointements annuels du 13^e degré soit : Agent auxiliaire du service local (précédemment aux Hes-Sous-le-Vent) 13.000 fr. imputables au chapitre 8 du budget local.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente décision en tant qu'elles ont nommé, promu et fixé les appointements des agents auxiliaires ci-dessus désignés.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 10 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET.

1. — *Par décision n° 90 du 30 janvier 1940.* — M. Fournier Emile, Ferdinand, demeurant à Ua-Uka, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, aux appointements annuels du 38^e degré, imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Fournier Emile, Ferdinand, est affecté à la circonscription administrative des Marquises et chargé des fonctions d'agent de police de l'île Ua-Uka.

2. — *Par décision n° 105 du 3 février 1940.* — Pour compter du 1^{er} janvier 1940, M. Teurapaetahi a Tamariki, demeurant à Manihi, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e caté-

gorie aux appointements annuels du 38^e degré, imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Teurapaetahi a Tamariki, est affecté à la circonscription des Tuamotu-Gambier et chargé des fonctions d'agent de police du district de Manihi.

3. — *Par décision n° 106 du 3 février 1940.* — Pour compter du 1^{er} janvier 1940, M. Emile Rere a Tahaia, demeurant à Fangatau, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, aux appointements annuels du 38^e degré, imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Emile Rere a Tahaia est affecté à la circonscription des Tuamotu-Gambier et chargé des fonctions d'agent de police du district de Fangatau.

4. — *Par décision n° 107 du 3 février 1940.* — Pour compter du 1^{er} janvier 1940, M. Parea a Temarii, demeurant à Tikahau, marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, aux appointements annuels du 38^e degré, imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Parea a Temarii est affecté à la circonscription des Tuamotu-Gambier et chargé des fonctions d'agent de police du district de Tikahau.

5. — *Par décision n° 108 du 3 février 1940.* — Pour compter du 19 novembre 1939, M. Manahunetemanuu a Tupakake, demeurant à Manihi est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, aux appointements annuels du 38^e degré, imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Manahunetemanuu a Tupakake est affecté à la circonscription des Tuamotu-Gambier et chargé des fonctions de président du conseil de district de Manihi.

6. — *Par décision n° 130 du 11 février 1940.* — Sont nommés apprentis à l'imprimerie du gouvernement :

Pour compter du 1^{er} février 1940 : M. Alexandre (Georges) ;

Pour compter du 10 février 1940 : M.M. Colombani (Alfred, Maurice) - Putoa (Alexandre).

aux appointements annuels de 3.600 francs, imputables au chapitre 8 du budget local.

* * *

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES.

1. — *Par décision n° 99 du 1^{er} février 1940.* — M. Laborie (Pierre, Edmond), agent auxiliaire de 2^e catégorie, 13^e degré, est reclassé à compter du 1^{er} février 1940, agent auxiliaire de même catégorie, aux appointements annuels du 9^e degré se décomposant comme suit :

Secrétaire administratif de l'office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation, 10.200 frs, imputables au budget dudit office ;

Chargé des pensions de la C.I.R., 1.800 frs imputables au chapitre 4 du budget local ;

Chargé des retraites de la C.N.R.V., 2.000 frs imputables au chapitre 4 du budget local.

Chargé des pensions militaires, 1.000 frs imputables au même chapitre ;

Chargé des pensions civiles, 1.000 frs imputables au même chapitre ;

Chargé de la comptabilité de l'immigration, 1.000 frs imputables au chapitre 11 du budget local.

* * *

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE.

1. — *Par décision n° 100 du 1^{er} février 1940.* — Une gratification de trois cents francs (300 frs) est accordée à l'agent auxi-

liaire Tute (Teauhota, Kenore) pour le dévouement dont il a fait preuve au cours d'une tournée effectuée aux îles Australes du 2 au 17 janvier 1940 et notamment à Rapa, en soignant dès l'arrivée dans l'île et jusqu'à Papeete, dans des conditions de navigation très pénibles, un groupe d'hanséiens devant être isolés au village d'Orofara.

La dépense sera imputée au chapitre XI du budget local de l'exercice 1940.

* * *

ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 116 du 6 février 1940.* — Un congé de maternité de deux mois avec solde entière est accordé, pour compter du 26 février 1940, à M^{me} Tepahauaitapari, monitrice à l'école de Maupiti.

La date de l'accouchement devra être notifiée par l'intéressée, au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin et d'une copie de l'acte de naissance.

2. — *Par décision n° 122 du 8 février 1940.* — Sont et demeurent rapportées les dispositions de la décision n° 11 a.g.f. du 5 janvier 1940 (liste 4) en ce qui concerne M. Tangi Tetuhua.

M. Tangi Tetuhua est licencié, pour compter du 1^{er} janvier 1938, de ses fonctions de moniteur à l'école de Marokau.

* * *

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

1. — *Par décision n° 123 du 8 février 1940.* — Est acceptée pour compter du 1^{er} février 1940, la démission de ses fonctions d'apprenti à l'imprimerie du gouvernement, offerte par M. Varney (Gérald, Benjamin).

* * *

PORT.

1. — *Par décision n° 98 du 1^{er} février 1940.* — Sont reclassés, à compter du 1^{er} janvier 1940 :

M. Bailly (Georges), en qualité de premier pilote du port de Papeete, avec ancienneté de 7 ans, 6 mois ;

M. Brisson (Emile), en qualité de second pilote du port de Papeete, avec ancienneté de 3 ans, 2 mois.

AVIS OFFICIELS

CURATELLE AUX BIENS VACANTS

AVIS

Les biens vacants des ci-après nommés ont été appréhendés par la Curatelle, savoir :

Matahiapo a Hutia - Paul Rati a Faarii - Teraitahi a Hau-puni - Tuana a Ly Foo - Teiva a Teamotuaitau - Taao a Tuahine - Tapea a Raparii - Teuira a Tataauru - Freeman, tous les 9 précédents pour créances Leboucher.

Pierre Aroquiassamy dit Rayapin décédé à Papeete le 30 janvier 1940.

Les débiteurs des susnommés sont priés de se libérer le plus tôt possible et les créanciers de produire leurs titres, aux mains du Curateur, à Papeete.

Le Curateur,
A. FAUGERAT.

Souscription pour élever un monument au Roi Pomare V.

District de Afaahiti. - Liste n° 19	276 frs.
District de Hitiaa	450 »
Par M. Oscar Nordman :	
Liste du Capitaine Laur de San Pedro (Cal.)	1.101 »

PARTIE NON OFFICIELLE

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Mois de janvier 1940.

ENTRÉES

- 1^{er}. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonneaux.
2. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
3. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
3. Cotre français *Tairapa*, de 16 tonneaux.
4. Cotre français *Teatatare*, de 12 tonneaux.
5. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
6. Motor-ship français *Hiro* de 183 tonneaux.
6. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
7. Cotre français *Tamarii Maareva*, de 22 tonneaux.
8. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
8. Vapeur français *Commissaire-Ramel*, de 10.061 tonneaux.
8. Motor-ship britannique *Limerick*, de 8.724 tonneaux.
9. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
10. Goélette française à moteur *Manureva*, de 79 tonneaux.
12. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
12. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
13. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
13. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
13. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
14. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
14. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
15. Cotre français à moteur *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
15. Cotre français à voiles, *Te Vahine Oropaa*, de 9 tonneaux.
15. Navire à moteur *Aito*, de 53 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Tamara*, de 94 tonneaux.
18. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
18. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
19. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
20. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Tereora*, de 113 tonneaux.
20. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
20. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
24. Navire français à moteur *Aito*, de 53 tonneaux.
26. Vapeur britannique *Waioapu*, de 6.035 tonneaux.
27. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
27. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
27. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
29. Cotre français à voiles *Tevaioara*, de 11 tonneaux.
30. Cotre français *Tamarii Maareva*, de 22 tonneaux.

SORTIES

2. Goélette française à moteur *Tamara*, de 94 tonneaux.
3. Canonnière française *Zélée*, de 135 tonneaux.
3. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
3. Aviso français *Dumont d'Urville*, de 2.000 tonneaux.

3. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *Tureora*, de 113 tonneaux.
5. Cotre français à moteur *Tiare Tahiti*, de 23 tonneaux.
5. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
5. Goélette française à moteur *Ruvarava*, de 30 tonneaux.
6. Goélette française à moteur *Ruahatu*, de 101 tonneaux.
7. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella*, de 42 ton.
7. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
9. Cotre français *Te manu e apa*, de 9 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
9. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
9. Goélette française à moteur *Gisborne*, de 91 tonneaux.
10. Vapeur français *Commissaire-Ramel*, de 10.061 tonneaux.
10. Cotre français *Tautatere*, de 12 tonneaux.
10. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
10. Cotre français *Tamarii Maareva*, de 22 tonneaux.
11. Motor-ship britannique *Limerick*, de 8.724 tonneaux.
12. Cotre français à moteur *Vaitangi*, de 24 tonneaux.
15. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
16. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
16. Motor-Ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
17. Goélette française à moteur *Florence C. Robinson*, de 95 ton.
18. Goélette française à moteur *Ravarava*, de 30 tonneaux.
18. Cotre français *Maruhiri*, de 12 tonneaux.
18. Navire à moteur *Aito*, de 53 tonneaux.
19. Goélette française à voiles *Manureva*, de 79 tonneaux.
21. Goélette française à moteur *Moana*, de 161 tonneaux.
22. Cotre français *Potii Rereura*, de 13 tonneaux.
23. Goélette française à moteur *St Xavier Maris Stella* de 42 ton
23. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
23. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.
24. Navire français à moteur *Nicole*, de 41 tonneaux.
24. Trois mâts français à moteur *Oiseau des Iles*, de 398 tonneaux.
25. Goélette française à moteur *Suzanne*, de 53 tonneaux.
25. Goélette française à moteur *Denise*, de 143 tonneaux.
27. Cotre français à voiles *Te Vahine Orohoo*, de 9 tonneaux.
27. Goélette française à moteur *Vahine Tahiti*, de 50 tonneaux.
27. Vapeur britannique *Waiotapu*, de 6.035 tonneaux.
30. Goélette française à moteur *Potii Raiatea*, de 121 tonneaux.
30. Motor-ship français *Hiro*, de 183 tonneaux.

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e P. de MONFLUC, Défenseur à Papeete.

En vertu d'une ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal Civil de Papeete le premier février 1940, par application de l'article 247 du Code Civil, Monsieur Gossfried Georg WEIDMANN, demeurant autrefois au district de Paœa, actuellement sans domicile ni résidence connus, est avisé que le divorce a été prononcé contre lui à la requête de Madame Olga STREHLER, le 17 novembre 1939 et que le jugement a été signifié à Monsieur le Procureur de la République le 26 janvier 1940.

Pour extrait :

P. de MONTLUC, Défenseur.

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal civil de première instance de Papeete, le quatorze avril mil neuf cent trente-neuf, enregistré et signifié.

Entre :

Madame Tuiei a MAIRAU,

Ayant M^e G. AHNNE, pour Défenseur,

Et M. Tinorua a HURAHUTIA,

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux HURAHUTIA-MAIRAU, aux torts et griefs du mari.

Pour extrait :

G. AHNNE, Défenseur.

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete

D'un jugement rendu par défaut par le Tribunal Civil de première instance de Papeete, le vingt-un juillet mil neuf cent trente-neuf, enregistré et signifié.

Entre: Madame Tetuaiteahee Louise Durietz,

Ayant M^e G. Ahnne pour Défenseur,

Et M. Matohi Moeroa a Tetoea.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Tetoea-Durietz, aux torts et griefs du mari.

Pour extrait :

G. AHNNE, Défenseur.

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal civil de première instance de Papeete, le vingt-un juillet mil neuf cent trente-neuf, enregistré et signifié.

Entre :

Madame Daisy, Narii FLOHR,

Ayant M^e G. AHNNE, pour Défenseur,

Et M. Edouard, Tahitoarii HART,

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux HART-FLOHR, aux torts et griefs du mari.

Pour extrait :

G. AHNNE, Défenseur.

Etude de M^e A. RICHECŒUR, Avocat-Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de première instance de Papeete le 1^{er} septembre 1939 enregistré et signifié ;

Au profit de Monsieur Charles GAUDIN, pharmacien à Papeete, contre Madame Claudine COINDEAU, sans profession à Papeete.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux GAUDIN, à la requête et au profit du mari.

Pour extrait :

M^e COCHIN, Défenseur.

Société à responsabilité limitée

"SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET AGRICOLE DE TAHITI"

L'assemblée générale du 29 janvier 1940 a reconnu que le Capital avait été porté à Neuf cent seize mille francs par l'émission de Cent cinquante une parts nouvelles souscrites par M. Lewis HIRSHON.

Pour extrait :

Le gérant,

Lionel BAMBRIDGE.

ANNONCES DIVERSES

A V I S

Les actionnaires de la Société Civile Immobilière Chinoise sont convoqués en Assemblée Générale extraordinaire au Siège Social à Papeete, Rue du Maréchal Foch, le Mardi 20 Février 1940 à dix heures.

Ordre du jour :

Modifications diverses à apporter aux statuts.

Le Comité de Direction.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

Règlement sur la circulation routière.

Prix broché : 2 fr. 50.

CALENDRIER POUR 1940

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

"OCEANIA"

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Études Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.

PROCES-VERBAUX

des Délégations Economiques et Financières.

SESSIONS ORDINAIRES 1933, 1934, 1935, 1936, 1937 ET 1938.

PRIX BROCHÉS : ANNÉE 1933 : 20 francs.

— — ANNÉE 1934 : 25 francs.

— — ANNÉE 1935 : 20 francs.

— — ANNÉE 1936 : 30 francs.

— — ANNÉE 1937 : 25 francs.

— — ANNÉE 1938 : 30 francs.

SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Résumé des observations du mois de janvier 1940.

Latitude $17^{\circ} 52' S$
Longitude $149^{\circ} 34' W$
Altitude 92^m30
(cuvette du baromètre)

DATES	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHÉRIQUE corrigée à 0° et à la gravité normale 1000+				HUMIDITÉ relative en pour cent		PRESSION DE VAPEUR D'EAU en millibars heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. ce jour à 7 h. demain	INSOLATION en heures et dixièmes	ÉVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE 8. vitesse en km/heure.					
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M+m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	0 H.	04 H.	08 H.	12 H.	16 H.	20 H.
				m	M	m	M																
1	21.5	31.4	26.4	-1.1	0.3	-1.9	1.1	62	83	24.2	28.5	21.3	»	9.9	4.9	21.5	60.8	E 10	SE 4	SE 1	NE 16	NE 15	E 1
2	22.2	32.8	27.5	-1.5	0.8	-0.9	2.7	60	92	22.2	27.3	28.2	»	7.3	4.4	20.7	53.8	» 1	SE 3	» 0	N 8	NW 8	» 2
3	22.8	32.2	27.5	0.9	2.8	0.4	2.7	65	93	22.6	25.2	27.8	0.2	11.0	4.4	19.9	54.5	» 0	SE 2	SE 5	W 10	SW 7	SW 7
4	23.3	33.1	28.2	0.9	2.9	-0.4	2.8	58	82	27.4	27.5	30.0	1.0	10.3	5.5	19.9	61.7	SW 1	E 10	NE 12	N 20	N 20	NE 3
5	24.0	33.1	28.6	0.3	2.3	-1.1	1.9	66	100	28.2	28.7	28.6	14.1	10.3	4.7	23.5	60.5	NE 20	E 11	NE 13	NE 20	N 16	NE 6
6	22.8	33.5	28.1	1.3	1.9	-0.9	1.6	67	81	25.6	27.2	30.2	»	10.8	5.0	22.4	51.4	SE 7	E 15	NE 7	NE 21	NE 15	E 12
7	21.3	33.2	28.8	-0.1	1.5	-0.5	1.7	60	90	26.8	29.5	28.3	G	9.1	4.6	21.5	58.3	E 3	E 9	NE 12	N 22	N 8	SW 6
8	24.2	34.0	29.1	0.0	2.3	-0.8	2.0	64	92	27.1	29.3	29.7	0.2	8.9	3.7	21.6	61.2	SE 3	SE 4	SE 6	N 25	W 17	» 6
9	24.0	33.3	28.6	0.3	2.0	-0.1	2.5	66	92	26.3	29.8	28.0	G	3.4	3.0	22.8	60.6	» 2	» 5	E 2	W 17	SW 15	SW 4
10	23.7	34.4	29.1	0.1	1.3	-2.0	0.9	64	98	26.5	30.0	32.1	3.6	7.0	4.0	23.0	61.6	SE 4	SE 2	» 0	NW 18	SW 20	» 9
11	23.7	32.8	28.2	-1.2	0.9	-2.6	-0.8	66	94	26.7	29.7	30.9	0.3	6.9	3.0	22.8	53.0	» 7	» 6	E 3	NE 15	NW 20	SW 1
12	23.4	31.7	27.6	-2.6	-1.7	-4.8	-2.7	71	97	28.7	29.1	29.0	31.9	0.9	2.8	22.2	45.0	» 8	» 3	E 5	NE 10	NE 12	E 2
13	22.2	32.2	27.2	-3.1	-3.0	-5.4	-3.0	67	95	25.7	27.8	30.1	1.3	2.1	3.8	21.2	44.3	» 5	» 5	E 5	NE 5	E 3	SE 2
14	23.6	32.9	28.2	-4.7	-2.3	-6.0	-1.7	58	92	25.1	29.0	28.5	3.1	2.8	3.5	21.0	52.1	SE 9	E 10	E 4	N 5	0	SE 3
15	23.1	32.1	27.6	-3.9	-1.6	-3.9	-0.7	72	92	26.9	29.6	29.5	7.2	3.2	2.9	21.7	59.7	E 9	SE 12	E 7	NE 7	N 5	NE 9
16	24.3	33.1	28.7	-1.7	0.3	-1.3	1.2	66	94	25.3	29.7	29.8	»	7.0	3.2	21.7	55.4	E 4	SE 13	E 4	N 12	N 6	» 0
17	23.1	32.9	28.0	-0.7	1.1	-2.4	-0.3	62	96	25.0	26.0	26.5	9.1	6.9	3.3	21.3	61.7	E 5	» 0	» 0	W 15	NW 14	» 1
18	23.2	33.1	28.2	-2.1	0.5	-3.0	-0.9	66	94	25.9	27.0	27.9	G	5.5	3.1	22.5	56.3	» 6	» 8	NE 3	N 24	SW 7	SE 2
19	23.2	32.3	27.7	-2.8	-1.5	-3.4	-1.6	64	96	25.1	28.6	27.8	3.5	5.8	3.9	20.9	59.6	SW 2	E 4	E 3	NW 10	S 3	S 2
20	23.0	31.7	27.4	-3.6	-1.5	-3.6	-1.7	67	99	26.3	29.3	31.8	4.9	0.8	2.5	20.9	51.0	SE 3	E 3	SE 2	SW 12	SE 5	NE 4
21	23.7	33.2	28.4	-3.1	-2.0	-3.6	-2.0	65	97	26.3	29.0	28.4	4.8	6.7	3.9	21.5	51.3	E 4	SE 5	E 3	NE 12	S 2	E 8
22	23.4	33.2	28.3	-4.2	-2.1	-5.2	-1.3	68	98	26.6	30.1	30.5	25.9	10.0	3.6	21.3	55.9	SE 4	SE 4	SE 4	N 17	N 16	NE 17
23	22.4	32.1	27.2	-2.4	0.0	-1.6	1.2	74	96	28.3	29.3	27.0	35.5	4.6	2.1	22.0	47.2	SE 15	E 10	E 11	E 6	NE 9	SE 8
24	23.2	27.8	25.5	0.3	2.4	0.3	2.1	83	97	27.5	29.2	26.1	53.0	0.0	1.5	22.5	35.2	E 17	» 7	E 15	NE 5	S 8	» 7
25	23.6	32.8	28.2	0.7	2.7	-1.1	1.6	67	91	27.0	32.8	30.5	»	4.3	3.1	21.2	53.6	» 7	E 5	E 10	N 11	N 8	» 8
26	24.0	33.3	28.7	-0.9	1.5	-0.1	1.7	69	89	26.8	31.6	30.0	»	10.4	3.6	21.4	61.3	E 9	E 7	E 6	N 15	NW 3	» 0
27	23.7	32.4	28.0	-0.8	1.6	0.1	2.0	67	87	26.7	30.7	30.6	10.9	7.0	2.9	22.4	64.0	» 5	» 2	» 2	E 5	SE 5	E 2
28	23.6	32.4	28.0	0.0	1.7	0.0	1.7	64	96	26.3	31.1	29.3	36.1	5.2	2.2	22.0	49.3	E 4	SE 2	» 0	NW 7	NE 15	» 0
29	23.4	32.7	28.1	0.2	1.9	-0.5	0.9	68	92	28.2	29.2	32.7	4.0	6.3	3.0	21.3	49.7	» 0	» 0	» 0	NE 5	N 11	E 2
30	22.9	32.7	27.8	-0.8	0.7	-1.5	2.4	66	96	27.0	28.4	27.8	41.5	5.4	2.4	21.9	48.3	NE 3	» 6	E 7	N 15	E 12	NE 20
31	22.9	31.6	27.3	-1.5	0.5	-3.6	-1.2	70	92	26.6	28.2	27.8	»	8.0	3.2	21.0	50.0	E 3	» 6	» 0	N 5	NW 13	S 3
Total.	722.4	1010.0	866.2	-39.8	18.2	-61.4	16.8	2052	2883	814.9	898.4	896.7	292.1	197.8	107.9	671.5	1665.3	NOMBRE DE JOURS DE					
Moyenne	23.30	32.58	27.94	-1.28	0.59	-1.98	0.54	66.2	93.0	26.29	28.98	28.86		6.38	3.48	21.66	53.72	Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
																		21	4	4	4	8	3

Page 1 EXP 91 18 sur 1

DATES	Kilomètres par- cours par le vent au sol		VENT EN ALTITUDE Direction en rose de 16 - Vitesse en kilomètres-heure							NÉBULOSITÉ				PHÉNOMÈNES DIVERS
	en 24 h.	plus forte valeur horaire	heure de début du sondage	1000 m.	2000 m.	3000 m.	4000 m.	5000 m.	6000 m.	Maximum		Minimum		
										Valeur	Heure	Valeur	Heure	
1	169	20	08.15	NE 5	SE 17	SE 24	SE 20	S 20	S 30	8	15	tr	07 à 09	Rosée.
2	108	11	07.50	ENE 30	ENE 18	SSE 14	SSE 18	SE 25	S 28	6	12 à 15	tr	07 à 09	Rosée.
3	168	16	07.45	E 20	ENE 21	ENE 12	ENE 7	NE 35	N 37	8	13	tr	07 à 10	Ros. Pluie 12.30.
4	253	20	07.45	NE 32	NE 32	NE 10	WSW 2	W 9	E 30	6	07	tr	14 à 15	Pl. 06.30.
5	283	20	08.00	ENE 35	NE 26	NE 27	E 22	E 17	ENE 19	10 tr	10 à 11	3	08	Av. 06.00; 18.35; 22.30; 23.45. Halo sol 11 à 17.
6	296	19	08.05	NE 30	NE 48	NNE 12	NNE 26	NNE 25	NNE 30	8	07	1	16	Av. 00.10; Gouttes 03.50; 17.15. Halo sol. 08, 10 et 11.
7	234	24	09.20	ENE 45	ENE 33	ENE 34	NE 20	NE 24	ENE 15	10 tr	14 à 17	7	13	Halo sol. 08, 14 et 15.
8	190	22	08.45	ESE 24	E 36	E 24	ENE 34	NE 11	ENE 4	10 tr	13 à 16	3	09	
9	152	11	08.00	E 30	E 34	E 37	E 31	E 38	E 10	10 tr	14 à 15	1	07	Ros. Gouttes à 04.30. Halo sol. 09, 15 et 16.
10	212	24	07.45	E 27	ENE 28	E 31	E 16	ENE 4	S 14	10 tr	16 à 17	tr	07 à 08	Ros. Av. 46.40; T. 14.35, 14.45 et 15.40; Or. à 16 h. 30; écl. soirée.
11	138	16	09.00	ENE 6	NE 15	NE 20	ENE 25	ENE 14	NNE 18	10	07 et 14	9	16	Halo sol. 0.8, 14 et 15; Av. dans la nuit.
12	181	17	08.20	ENE 30	NE 24	NE 17	NNE 16			10 tr	07 à 16	9	17	Pluie 21 h. 55; Eclairs à 20. Gr. 19.
13	161	14	08.40	N 28	NNW 39	NNW 46	NNW 50	NW 65		10 tr	13 à 16	5	07	Pl. 00 à 06.30; Av. 14.45, 17.15 et 17.45. Gr. 17.20.
14	128	11	08.30	NNW 30	N 32	NNW 22				10 tr	13 à 16	6	11	Av. 15.40; Halo sol. 13 et 14.
15	161	14	"							10 tr		10 tr		Av. 06.15, 09.55, 13.00. Halo sol. 09; éclairs soirée.
16	147	13	07.45	N 13	NNE 14	NNW 20	NW 17	NNW 34		10 tr	13 à 17	4	08, 11, 12	Eclairs soirée.
17	146	16	08.55	E 10	E 16	ENE 10				10 tr	13 à 17	5	07	Ros. Averse 16.15;
18	146	18	09.00	E 15	ESE 16	SE 16				10 tr	(1)	6	12	
19	103	12	08.00	calme	SSE 6	SSW 24	S 13	SSW 21	SSW 25	10 tr	13 à 17	tr	08 à 09	Averses 12.45, 13.45.
20	146	13	09.00	SW 7	SSE 7	SSE 23	SSW 7			10 tr	11 à 17	4	07	Pluie de 11.30 à 12.20 et de 13.30 à 15.15.
21	119	17	08.10	E 16	ESE 5	SSW 11	S 23	SW 10	WNW 15	10 tr	15 à 16	3	07 à 09	Av. 15; T. 14.35; Cour. et Halo lun. 19; Cour. lun. à 21.30.
22	209	14	08.15	ENE 17	WSW 7	WSW 6	NW 5	W 15	W 18	10 tr	13 et 17	4	11	Av. 20.05, 21.45 et 23.05; Halo sol. 07, 08 et 17.
23	288	19	08.55	NE 29	NE 30					10	(2)	10 tr	08 et 09	Av. 03.30, 04.30, 06.30, 11.25, 15.00, 17.15 et 20.10. Ton. à 11.35.
24	228	17	"							10		10		Gr. et Av. 01.15, 04.20; Forte pl. de 06.20 à 16.05 et de 18.10 à 23.30.
25	185	12	07.30	N 18	NNW 29	NNW 40	NNW 35			10	07	7	12	Rosée.
26	161	10	07.25	NE 10	NNE 11	S 2	S 7	SSW 9	SW 17	10 tr	47	tr	07	Rosée.
27	121	12	08.35	ESE 7	SE 11	W 2	WNW 7	SW 16	SW 45	9	15 à 17	1	07	Av. 15.40 et 17.40.
28	74	9	"							10 tr	13 à 16	tr	07 et 08	Av. 13.40, 14.50 et forte pluie de 16.15 à 16.55; T. à 13.20 et 16.00.
29	83	11	"							10 tr	(3)	3	07 et 08	Av. 10.45.
30	179	16	09.00	ENE 17						10	13 à 17	5	03	Av. 15.25 et forte pluie de 17.30 à 23.50. Gr. 19.50.
31	130	14	08.30	ENE 8	NE 10	SE 23	SW 16	WSW 27	WSW 3	10 tr	07, 09, 40	2	16	Pluie 02.10 à 02.30.
Total	5.282									295		120		
moyenne	170,4									9.5		3.9		

N.B. — Les pressions sont indiquées au niveau de la cuvette du baromètre.

Modification des unités employées dans ce bulletin

A partir du 1^{er} janvier 1940 :

1^o les vitesses du vent au sol et des vents en altitude sont exprimées en kilomètres-heure;

2^o la durée de l'insolation est exprimée en heures et dixièmes.

(1) 07 à 09 et 13 à 14.

(2) 07; 10 à 17.

(3) 09; 15 à 17.

Le Chef du Service Météorologique p.i.,

J. GIOVANNELLI.